



Assemblée générale

Distr. générale
8 avril 2022
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme

Quarante-neuvième session

28 février-1^{er} avril 2022

Point 10 de l'ordre du jour

Assistance technique et renforcement des capacités

Résolution adoptée par le Conseil des droits de l'homme le 1^{er} avril 2022

49/35. Assistance technique et renforcement des capacités au Soudan du Sud

Le Conseil des droits de l'homme,

Guidé par les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies,

Guidé également par la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et les instruments pertinents relatifs aux droits de l'homme,

Réaffirmant que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits et que chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés proclamés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Conscient de l'importance du rôle que joue l'Autorité intergouvernementale pour le développement et des efforts qu'elle déploie pour ce qui est d'amener les parties à œuvrer conjointement à un règlement pacifique du conflit au Soudan du Sud, d'appuyer l'inclusion de la société civile, des femmes et des jeunes dans les négociations et d'asseoir sur une base solide l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud,

Conscient également de l'importance du rôle que jouent la Commission mixte de suivi et d'évaluation reconstituée et le Mécanisme de surveillance du cessez-le-feu et de suivi de l'application des dispositions transitoires de sécurité à l'appui de l'application de l'Accord revitalisé et des dispositions de cet accord qui concernent le cessez-le-feu, constatant que le Gouvernement sud-soudanais continue de collaborer de façon constructive avec l'Organisation des Nations Unies, l'Union africaine, la Commission mixte de contrôle et d'évaluation reconstituée, l'Autorité intergouvernementale pour le développement et d'autres organismes internationaux pour superviser la mise en œuvre de l'Accord revitalisé, et exhortant toutes les parties et tous les partenaires internationaux à collaborer de manière constructive avec tous les organes créés par l'Accord revitalisé,

Constatant avec satisfaction que le Gouvernement sud-soudanais a coopéré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales et la Commission sur les droits de l'homme au Soudan du Sud dans l'exercice de son mandat, notamment en autorisant les visites et les déplacements dans le pays, en organisant des réunions et en communiquant les informations nécessaires, et continuant à lui demander de coopérer pleinement et de façon constructive avec ces interlocuteurs et de leur garantir toutes facilités d'accès, de même qu'à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et aux mécanismes régionaux, sous-régionaux et internationaux présents sur le terrain,



Saluant les progrès accomplis dans la mise en œuvre de l'Accord revitalisé, notamment du chapitre II relatif à la réunification des forces, du chapitre VI relatif aux réformes financières, du chapitre V relatif à la création d'un tribunal mixte pour le Soudan du Sud, d'une commission pour la vérité, la réconciliation et l'apaisement et d'une autorité d'indemnisation et de réparation, et du chapitre VI relatif au processus d'élaboration de la constitution,

Réaffirmant qu'il importe d'accomplir rapidement d'autres progrès pour mettre en œuvre l'Accord revitalisé,

Se félicitant des efforts que le Gouvernement sud-soudanais a déployés pour le maintien de la paix et la cessation des hostilités, la protection des civils et l'accès de l'aide humanitaire aux civils touchés, entre autres, par les événements climatiques qui ont entraîné des inondations dans certaines parties du pays,

Se félicitant également du retour à Keji-Kaji et à Morobo, dans l'État de l'Équatoria-Central, de 90 000 personnes déplacées dans le pays, grâce à l'aide du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et de la Commission des secours et de la reconstruction,

1. *Salue* les mesures que le Gouvernement sud-soudanais a récemment prises en vue d'achever la mise en place de structures de gouvernance au Soudan du Sud, notamment en reconstituant l'Assemblée législative nationale provisoire, et demande au Gouvernement de continuer de s'employer à mettre en place l'administration publique à tous les échelons centraux et locaux, conformément à l'Accord revitalisé sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud ;

2. *Rappelle* l'ensemble des décisions et communiqués pertinents de l'Union africaine et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement, et les communiqués du Sommet du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine en date des 14 novembre 2019 et 27 janvier 2020, dans lesquels le Conseil a, entre autres, de nouveau demandé avec insistance au Gouvernement sud-soudanais et à la Commission de l'Union africaine d'accélérer la création de tous les mécanismes de justice transitionnelle prévus au chapitre V de l'Accord revitalisé et le processus d'élaboration de la constitution ;

3. *Salue* la volonté politique du Gouvernement sud-soudanais de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et son souhait de réaliser des progrès tangibles et de prévenir de nouvelles violations des droits de l'homme et de nouvelles atteintes, en créant à Djouba un tribunal chargé de connaître des affaires de violence fondée sur le genre et des tribunaux militaires mobiles chargés de poursuivre les membres des forces organisées ayant commis des infractions contre des civils dans l'exercice de leurs fonctions ;

4. *Insiste* sur le fait que le Gouvernement sud-soudanais doit veiller à ce que les femmes participent de façon active et constructive à tous les stades et à toutes les structures que prévoit l'Accord revitalisé, et que toutes les parties à l'Accord doivent respecter leurs engagements concernant la représentation des femmes et assurer une représentation équilibrée des jeunes, des genres et de la diversité nationale et régionale dans leurs nominations ;

5. *Souligne* qu'il incombe au premier chef aux États de promouvoir et de protéger les droits de l'homme, et qu'ils devraient prendre des mesures pour empêcher que les violations des droits de l'homme et les atteintes à ces droits ne se reproduisent et pour offrir un recours utile aux victimes de telles violations et atteintes, et rappelle que le Gouvernement sud-soudanais a la responsabilité de protéger la population contre toutes les violations des droits de l'homme, y compris en prévenant les violations du droit international humanitaire ;

6. *Constate* toutefois les défis auxquels le Gouvernement sud-soudanais se heurte à cet égard, et demande à la communauté internationale de fournir une assistance technique au Gouvernement et de l'aider à prévenir les violations du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme et à enquêter sur ces violations ;

7. *Engage* la communauté internationale à fournir une assistance technique et financière au Soudan du Sud afin d'améliorer encore la situation des droits de l'homme, de renforcer le fonctionnement du système juridique et de permettre au Gouvernement

sud-soudanais de mettre en place les services nécessaires, notamment en lien avec les enquêtes et les poursuites pénales, l'éducation et la santé, l'alimentation et l'eau potable, et les infrastructures ;

8. *Prie* le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, en coopération avec le Gouvernement sud-soudanais et les mécanismes pertinents de l'Union africaine, d'aider d'urgence le Soudan du Sud à relever les défis en matière de droits de l'homme pendant la transition qui suit le conflit, et pour ce faire :

a) Déterminer les besoins en matière de renforcement des capacités des institutions sud-soudanaises afin qu'elles puissent assurer la justice transitionnelle, enquêter sur les crimes liés au conflit et poursuivre leurs auteurs ;

b) Fournir au Gouvernement sud-soudanais une assistance technique pour mettre en place les institutions de justice transitionnelle prévues par le chapitre V de l'Accord revitalisé, et renforcer la capacité des tribunaux locaux d'enquêter sur les crimes liés au conflit et de poursuivre leurs auteurs, en vue de mieux établir les responsabilités et de favoriser la réconciliation et l'apaisement au Soudan du Sud ;

c) Fournir au Gouvernement l'assistance technique et le renforcement des capacités dont il a besoin pour mettre en place les services nécessaires ;

d) Lui faire rapport sur l'appui fourni au Gouvernement sud-soudanais sous forme de soutien technique et de renforcement des capacités, en application des dispositions de la présente résolution ;

e) Collaborer avec le Gouvernement sud-soudanais, les mécanismes internationaux et régionaux, y compris la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud et l'Union africaine, en vue de remédier aux violations des droits de l'homme et aux atteintes à ces droits que les parties ont commises pendant le conflit ;

9. *Prie également* le Haut-Commissariat de lui faire un exposé oral à sa cinquante et unième session, notamment sur les progrès réalisés, avant que ne se tienne un dialogue approfondi, avec la participation de représentants de l'Union africaine, et de lui présenter un rapport complet à sa cinquante-deuxième session, présentation qui sera suivie d'un dialogue ;

10. *Prie en outre* le Haut-Commissariat de lui soumettre le rapport susmentionné et des recommandations puis de les transmettre à l'Union africaine et à tous les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, y compris la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud ;

11. *Prie* le Secrétaire général d'allouer au Haut-Commissariat toutes les ressources dont il a besoin pour fournir l'assistance administrative, technique et logistique nécessaire à l'application de la présente résolution ;

12. *Décide* de rester saisi de la question.

58^e séance
1^{er} avril 2022

[Adoptée sans vote.]